



15^{ème} Congrès de l'Union Syndicale Fédérale
30 mai – 2 juin 2019
Bratislava, Slovakia

Résolution politique

Le projet européen est menacé par la montée des nationalismes

Aujourd'hui, le projet européen fait face à des défis qui mettent en danger la construction d'une Europe unie et menacent les valeurs sur lesquelles elle est fondée

La crise des marchés financiers, qui a éclaté en 2008, a déstabilisé le système économique mondial. La seule réponse que l'Union européenne a apportée a été une cure d'austérité brutale avec des effets très négatifs pour tous les travailleurs. Face à la crise des migrations, exacerbée en 2015 par le conflit en Syrie, l'Union européenne n'a pas été en mesure d'apporter des solutions et les mécanismes en place, tel que le Règlement de Dublin, s'avèrent défaillants. A l'exception de certains pays, nombre d'États membres ont refusé d'accueillir les réfugiés arrivant à leurs frontières, bloquant toute tentative de répartition solidaire.

Ces faits ont nourri les forces nationalistes et xénophobes présentes dans la plupart des pays et des régions de l'Europe, qui ont exploité la peur et les réactions défensives dans les sociétés européennes. Ce message est amplifié par des références à la menace du terrorisme. Les formes diverses de nationalisme et les tendances autoritaristes atteignent actuellement un niveau inquiétant.

La montée des nationalismes est incompatible avec le projet européen qui se fonde sur l'intégration. Le processus du BREXIT en est une illustration. Aujourd'hui, le soutien populaire pour l'intégration européenne est ébranlé. Si une majorité favorable existe encore, elle est tout au moins très fragilisée.

La gravité de cette situation exige des solutions solidaires et communes, s'inscrivant dans une voie de progrès social.

Le service public européen (SPE) subit des agressions semblables à celles dont sont victimes les services publics dans les États membres : réduction des budgets, précarisation des contrats, diminution des effectifs, etc. De surcroît, « les bureaucrates de Bruxelles » sont désignés comme boucs émissaires par les nationalistes. Or, attaquer le SPE, c'est servir les discours populistes et antieuropéens.

Les gouvernements, même ceux qui se déclarent « proeuropéens », ont appliqué au service public européen une politique néolibérale d'austérité qui passe notamment par des réductions de postes, l'augmentation du temps de travail au détriment de l'équilibre vie privée-vie professionnelle, le blocage des carrières, la précarisation, l'externalisation, etc. Souvent, cela va de pair avec la répression de la liberté syndicale au mépris des droits fondamentaux des travailleurs en Europe.

Les politiques néolibérales, en fragilisant de larges pans de la société, ont pavé la voie à la montée des forces qui œuvrent pour la désintégration de l'Europe. Le service public européen est la colonne vertébrale du projet européen et doit être défendu contre les nationalismes par tous ceux qui soutiennent l'intégration européenne. De cela ne dépendent pas seulement nos emplois et leur qualité, mais aussi l'avenir du continent tout entier.

Tout en mettant en œuvre les principes fondateurs de l'Union Syndicale Fédérale :

- union et solidarité,
- dans le respect de la démocratie, des droits des travailleurs et des Droits de l'Homme, notamment la dignité et le respect de la personne,
- ainsi que dans un esprit de tolérance et d'ouverture,

l'Union Syndicale Fédérale s'engage à mettre tout en œuvre pour:

- surmonter l'éclatement des forces syndicales sur nos lieux de travail en combattant le repli sur soi;
- combattre quotidiennement les nationalismes par le biais d'une nouvelle unification syndicale basée sur des valeurs communes, en solidarité avec les autres services publics ;
- maintenir et développer les droits sociaux et le dialogue démocratique dans nos institutions, ainsi que pour tous les travailleurs ;
- travailler main dans la main avec le mouvement syndical européen (FSESP, CES) et les syndicats nationaux ;
- œuvrer au Mouvement européen international, pour une meilleure compréhension de l'importance du SPE pour l'intégration européenne ;
- créer des occasions pour amener les forces politiques proeuropéennes à discuter et à se fédérer, via nos canaux de communication, notre participation à la société civile et au débat public.

Bratislava, le 1^{er} juin 2019